

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45072 ORLÉANS

ORLÉANS, le 17/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SOCCOIM

ZA les Pierrelets
45380 Chaingy

Code AIOT : 0010011321

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/03/2023 dans l'établissement SOCCOIM implanté Zone d'activité les Pierrelets 45380 Chaingy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCCOIM
- Zone d'activité les Pierrelets 45380 Chaingy
- Code AIOT : 0010011321
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le centre de tri, transit de déchets métalliques situé sur la commune de Chaingy, ZA les Pierrelets, précédemment exploité par la société RIC ENVIRONNEMENT est depuis le 19 mars 2015, exploité par la SOCCOIM (cf récépissé de déclaration de cession du 19/03/15).

Cette activité est réglementée par les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2011. Cette activité était précédemment exercée par la société SOCCOIM sous couvert de l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2002.

Le site est constitué principalement d'une zone de réception des déchets bruts en attente de tri, d'une zone de travail (presse, cisaille...) et d'une zone de stockage des déchets avant expédition.

L'exploitant a indiqué à l'inspection que la SOCCOIM n'avait pas conservé l'activité de cisaille et de presse sur ce site. Les déchets sont triés et réexpédiés pour valorisation.

De même, le site ne reçoit plus de DEEE, ceux-ci étant dirigés vers le site de Saint Jean de Braye exploité par la même société.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de la précédente visite
- Rejets aqueux
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Entreposage des déchets : couverture des alvéoles	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Point 3.5 de l'annexe 1	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
23	Plateformes étanches : rétention des sols	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Point 2.7 de l'annexe 1	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan du site	AP Complémentaire du 26/10/2011, article 2.5	/	Sans objet
7	Traçabilité des déchets : registre des déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	NC2 et NC7 du 10/06/2020	Sans objet
9	Autosurveillance des déchets	Arrêté Préfectoral du 26/10/2011, article 9.2.2	/	Sans objet
13	Entretien et surveillance du réseau de collecte des eaux	AP Complémentaire du 26/10/2011, article 4.2.3	/	Sans objet
14	Collecte des effluents	Arrêté Préfectoral du 26/10/2011, article 4.3.2	/	Sans objet
19	VLE pour rejet dans le milieu naturel	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17	/	Sans objet
20	Valeurs limites de bruit	Arrêté Préfectoral du 26/10/2011, article 6.2	/	Sans objet
21	Isolement du site	Arrêté Préfectoral du 26/10/2011, article 4.2.4.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Nature et origine des déchets	Arrêté Préfectoral du 26/10/2011, article 8.1.1	/	Sans objet
3	Conditions de stockage	Arrêté Préfectoral du 26/10/2011, article 8.1.4	/	Sans objet
4	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > IV.	R1 du 10/06/2020	Sans objet
6	Traçabilité des déchets : registre des déchets entrants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	NC1 et NC6 du 10/06/2020	Sans objet
8	Attestations de valorisation	Code de l'environnement du 06/03/2023, article D.543-284	NC8 du 10/06/2020	Sans objet
10	Détection de matières radioactives	Arrêté Préfectoral du 26/10/2011, article 8.1.3.1	NC3 du 10/06/2020	Sans objet
11	Procédure d'admission	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > III.	NC5 du 10/06/2020	Sans objet
12	Collecte des effluents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 14	/	Sans objet
15	Rejet des effluents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16	/	Sans objet
16	Localisation des points de rejet	Arrêté Préfectoral du 26/10/2011, article 4.3.5	/	Sans objet
17	Autosurveillance des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 26/10/2011, article 9.2.1	/	Sans objet
18	Raccordement à une station d'épuration	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 18	/	Sans objet
22	Ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 26/10/2011, article 7.6.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La plateforme d'entreposage et de tri des déchets est dégradée.

Les tournures susceptibles d'entraîner des huiles dans les eaux pluviales ne sont pas abritées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan du site

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/10/2011, article 2.5
Thème(s) : Situation administrative, Plan du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants : - les plans tenus à jour, [...]
Constats : [C1] Le plan du site mis à jour n'a pas été fourni à l'inspection.
Observations : Lors de la visite, il a été visualisée qu'une zone située sous les lignes électriques n'était plus exploitée. L'exploitant a expliqué qu'il s'agissait d'une mesure de prévention mise en place depuis 3 mois et que le plan d'exploitation du site n'avait pas encore été mis à jour.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Nature et origine des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2011, article 8.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Nature et origine des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les déchets admissibles sur l'établissement sont : <ul style="list-style-type: none">- les métaux ou les déchets de métaux non dangereux ,- les alliages de métaux ou les déchets d'alliage de métaux non dangereux,- les carcasses et châssis de poids lourds ou de tout autre moyen de transport hors d'usage, à l'exception des véhicules hors d'usage,- les batteries. Les déchets proviennent du département du LOIRET et des départements limitrophes. Les déchets suivants sont interdits sur le site: <ul style="list-style-type: none">- les ordures ménagères (déchets fermentescibles issus des ménages), les déchets spéciaux ou toxiques et assimilés incluant :- les déchets urbains spéciaux (DMS),- les déchets industriels dangereux, à l'exception de ceux issus de la déconstruction automobile- les déchets hospitaliers contaminés,- le papier,- le carton,- le plastique,- le bois,- les DIB en mélange,- les gravats,- les déchets présentant l'une des caractéristiques suivantes : radioactif, contaminé, explosif- les déchets d'amiante,- les bouteilles de gaz, même présumées vides,- les transformateurs contenant des PCB-PCT,- les véhicules hors d'usage.
Constats : Pas de commentaire.
Observations : D'après la déclaration GERE 2021, les déchets entrants proviennent du Loiret, du Loir-et-Cher et d'Eure-et-Loir. Le site reçoit les carcasses et châssis de poids lourds du garage interne (environ 4 réceptions par an). L'exploitant doit s'assurer que la dépollution des véhicules est bien réalisée en amont par un site agréé pour le faire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2011, article 8.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Type de déchets / Quantité maximale stockée sur site (en tonnes) / Elimination annuelle (en tonnes) Ferrailles usagées / 1 800 / 11 500 Ferrailles neuves / 300 / 4 000 Métaux non ferreux / 150 / 500 Batteries / 20 / 30 L'organisation et l'aménagement des stockages doivent permettre de vérifier en toute circonstance le respect des capacités autorisées.
Constats : Pas de commentaire.
Observations : Par courriel du 08/03/2023, l'exploitant a fourni son état mensuel des stocks pour février 2023. D'après ce tableur, le stock suivants sont présents sur site au 28/02/2023 : <ul style="list-style-type: none">- Ferrailles usagées : 378.5 tonnes- Ferrailles neuves : 117 tonnes- Métaux non-ferreux : 135.18 tonnes- Batteries : 9 tonnes D'après la déclaration GERE 2021, 25 tonnes de déchets dangereux et 13660 tonnes de déchets non-dangereux (dont 285 tonnes de métaux non-ferreux) ont été expédiées en 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > IV.
Thème(s) : Risques chroniques, Entreposage des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : R1 du 10/06/2020
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).
Constats : Pas de commentaire.
Observations : R1 du 10/06/2020 : Une borne ou une pige permettrait de s'assurer que la hauteur des tas de déchets n'excède pas six mètres. Courrier de l'exploitant du 23 juillet 2020 : Nous étudions la possibilité de mettre en place une tige/une marque sur un poteau. Courrier de l'inspection du 5 octobre 2020 : L'inspection des installations classées prend note de la réponse de l'exploitant. Ce point sera vérifié lors d'un prochain contrôle du site. En l'état, la remarque n'est pas satisfaite. Courrier du 27 octobre 2020 : Nous prenons note de votre réponse. Vous trouverez en PJ le schéma de principe de la pige qui sera réalisée dans les prochaines semaines. Observations du 06/03/2023 : La borne a été visualisée lors de la visite au droit du tas de déchets entrants à trier. L'exploitant a expliqué que cette dernière lui était utile pour ne pas dépasser la hauteur maximale d'entreposage de 6 m.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Entreposage des déchets : couverture des alvéoles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Point 3.5 de l'annexe 1
Thème(s) : Risques chroniques, Entreposage des déchets : couverture des alvéoles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer : [...] - l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.
Constats :[C2] Les zones d'entreposage des tournures (qui sont des déchets couverts d'huiles) ne sont pas couvertes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Traçabilité des déchets : registre des déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)
Point de contrôle déjà contrôlé : NC1 et NC6 du 10/06/2020
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
Constats : Pas de commentaire.
<p>Observations : NC1 du 10/06/2020 : Le registre des déchets dangereux entrants est incomplet (absence des numéros des bordereaux de suivi des déchets).</p> <p>Réponse de l'exploitant, courrier du 23 juillet 2020 : Les BSD sont numérotés par l'intermédiaire du QR Code qui est apposé sur le document. Ce numéro sera désormais saisi dans la base Agap (logiciel de pesée) pour apparaître ensuite dans le registre déchet.</p> <p>Observation de l'inspection, courrier du 5 octobre 2020 : L'inspection des installations classées prend note des réponses de l'exploitant. Ce point sera vérifié lors d'un prochain contrôle du site. En l'état, la non-conformité NC1 est maintenue.</p>

Observations de l'inspection du 06/03/2023 : Le registre des déchets entrants 2022 a été fourni. Certains apports de batteries (déchets dangereux) n'ont pas de numéro de BSDD. A partir de juillet 2022 et l'obligation d'utilisation de trackdéchets, le numéro de BSDD est systématiquement renseigné, cela est vérifié dans le registre des déchets entrants 2022 et 2023 qui ont été fournis. Ces registres présentent les différentes informations nécessaires.

NC6 du 10/06/2020 : Le registre des déchets entrants (métaux,...) ne comporte pas pour tous les apports de déchets, le numéro de récépissé du transporteur du déchet.

Courrier de l'exploitant du 23 juillet 2020 :

Les récépissés de transport manquants dans le registre d'entrée ont été saisis dans le logiciel.

Courrier de l'inspection du 5 octobre 2020 :

L'inspection des installations classées prend note des réponses de l'exploitant. Ce point sera vérifié lors d'un prochain contrôle du site. En l'état, la non-conformité NC6 est maintenue.

Observations du 06/03/2023 : Il s'agissait de clients extérieurs qui ont eux-mêmes mandaté ou réalisé le transport. D'après les registres des déchets entrants 2022 et 2023 fournis, tous les numéros de récépissés des transporteurs sont mentionnés.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Traçabilité des déchets : registre des déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)
Point de contrôle déjà contrôlé : NC2 et NC7 du 10/06/2020
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'expédition du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<p>Constats : [C3] Le registre des déchets sortants ne mentionne pas les informations concernant l'origine des déchets.</p>
<p>Observations : NC2 du 10/06/2020 : Le registre des déchets dangereux sortants est incomplet (absence des numéros des bordereaux de suivi des déchets). Le code du traitement qui va être opéré dans l'installation (STCM à Bazoches Les Gallerandes) est erroné.</p> <p>Réponse de l'exploitant, courrier du 23 juillet 2020 :</p> <p>Le registre des déchets sortants va être complété avec les numéros des BSD des déchets dangereux sortants. Le code de traitement est lié à un paramétrage informatique. Nous avons</p>

demandé la modification à notre service informatique. Cette modification sera effective à partir du 1er septembre 2020.

Observations de l'inspection, courrier du 5 octobre 2020 :

L'inspection des installations classées prend note des réponses de l'exploitant. Ce point sera vérifié lors d'un prochain contrôle du site. En l'état, la non-conformité NC2 est maintenue.

Observations du 06/03/2023 : Le registre des déchets sortants 2022 a été fourni. L'expédition de batteries (déchets dangereux) chez STCM comporte un numéro de BSDD. Le code traitement utilisé est R4 qui correspond au recyclage métallique.

Les boues hydrocarburées envoyées chez SOA n'apparaissent pas dans le registre des déchets dangereux sortants. Cette sortie de déchets se trouve dans le registre des déchets sortants du centre de tri, transit parce que le déshuileur-débourbeur se trouve sur le périmètre du centre de tri et non sur le périmètre de la plateforme ferraille.

Les registres des déchets sortants 2022 et 2023 ne présentent pas les informations concernant : c) l'origine du déchet :- l'adresse de l'établissement ;- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets.

NC7 du 10/06/2020 : Le registre des déchets sortants (métaux,...) ne comporte pas pour tous les apports de déchets, le numéro de récépissé du transporteur du déchet, ni le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement n°1013/2006. Le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié est erroné (R12).

Courrier de l'exploitant du 23 juillet 2020 :

Le numéro du document prévu à l'annexe VII est en fait saisi dans le registre déchet mais dans le champ BSD. Dorénavant, ce numéro sera saisi dans le champ DTF.

Concernant les numéros de récépissé de transport, nous sommes en train de demander les documents aux transporteurs étrangers, nous avons récupéré la moitié des documents.

Pour le code traitement, voir la réponse à la NC2.

Courrier de l'inspection du 5 octobre 2020 :

L'inspection des installations classées prend note des réponses de l'exploitant. Ce point sera vérifié lors d'un prochain contrôle du site. En l'état, la non-conformité NC7 est maintenue.

Observations du 06/03/2023 :

Le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement n°1013/2006 est inscrit dans le registre des déchets sortants non-dangereux depuis novembre 2022. Cela a été vérifié dans le registre des déchets sortants 2023.

Dans les registres 2022 et 2023 fournis le 08/03/2023, tous les numéros de récépissé des transporteurs déchets sont renseignés.

Dans les registres 2022 et 2023 fournis le 08/03/2023, le code de traitement final est en cohérence avec le qualificatif du traitement (R4 et recyclage).

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Attestations de valorisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/03/2023, article D.543-284
Thème(s) : Risques chroniques, Attestations de valorisation
Point de contrôle déjà contrôlé : NC8 du 10/06/2020
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants d'installation mentionnés au troisième alinéa de l'article D. 543-282 délivrent chaque année, avant le 31 mars, aux producteurs ou détenteurs de déchets leur ayant cédé des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre l'année précédente une attestation mentionnant les quantités exprimées en tonnes, la nature des déchets qui leur ont été confiés l'année précédente en vue de leur valorisation et leurs destinations de valorisation finale.</p> <p>Les intermédiaires mentionnés au quatrième alinéa de l'article D. 543-282 délivrent chaque année, avant le 31 mars, aux producteurs ou détenteurs de déchets leur ayant cédé des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre l'année précédente une attestation mentionnant les quantités exprimées en tonnes, la nature des déchets qu'ils ont collectés séparément l'année précédente en vue de leur valorisation et leurs destinations de valorisation finale.</p> <p>Les attestations mentionnées aux deux alinéas précédents peuvent être délivrées par voie électronique.</p>
Constats : Pas de commentaire.
<p>Observations : NC8 du 10/06/2020 : Absence d'attestation délivrée par les installations de valorisation des déchets provenant de la société SOCCOIM.</p> <p>Courrier de l'exploitant du 23 juillet 2020 : L'attestation pour les métaux non ferreux est présentée en annexe. Pour les métaux ferreux, nous attendons le retour des centres de traitement.</p> <p>Courrier de l'inspection du 5 octobre 2020 : L'inspection des installations classées prend note des réponses de l'exploitant. Ce point sera vérifié lors d'un prochain contrôle du site. En l'état, la non-conformité NC8 est maintenue.</p> <p>Observations du 06/03/2023 : Vue l'attestation Norminox du 16/02/2023 pour 53.64 t de déchets de métaux. 4 attestations, pour 2022, émanant de l'intermédiaire négociant "VEOLIA PROPRETE FRANCE RECYCLING", ont été fournies. Elles concernent les déchets suivants : - 191002 (déchets de métaux non-ferreux) pour 158,04 t - 191203 (métaux non-ferreux) pour 1834.07 t - 191202 (métaux ferreux) pour 7772,52 t - 160601 (accumulateur au plomb) pour 14,46 t. l'astérisque déchets dangereux est manquant. Lorsque les déchets sont cédés à d'autres négociants, les types d'installations au sein desquelles les déchets ont été valorisés ne sont pas précisés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Autosurveillance des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2011, article 9.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les résultats de surveillance sont présentés selon un registre ou un modèle établi conformément aux dispositions nationales lorsque le format est prédéfini. Ce récapitulatif prend en compte les types de déchets produits, les quantités et les filières d'élimination retenues. L'exploitant utilise pour ses déclarations la codification réglementaire en vigueur.
Constats : [C4] Le code déchets associé aux accumulateurs au plomb entreposés sur le site est erroné dans la déclaration GERE 2021 (160601 au lieu de 160601*)
Observations : La déclaration GERE 2021 a été fournie. Les déchets dangereux n'ont pas d'astérisque (160601 batteries STCM). L'exploitant ne peut expliquer cela. Pour autant, ces déchets apparaissent comme des déchets dangereux dans la synthèse des déchets dangereux reçus et expédiés.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Détection de matières radioactives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2011, article 8.1.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Détection de matières radioactives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le site est équipé d'un détecteur fixe de matières radioactives permettant de contrôler, de façon systématique, chaque chargement entrant ou sortant. Pour réaliser des mesures représentatives du chargement, la vitesse de passage du véhicule doit être réduite par tout dispositif approprié (système d'arrêt, barrière, ralentisseur.....) pour ne pas dépasser 5 km/h.[...]</p> <p>Il est vérifié à fréquence à minima annuelle, selon un programme de vérification défini par l'exploitant. Il ne peut être modifié que par action d'une personne habilitée et après accord de inspection des installations classées. Le réglage du seuil de détection est vérifié et étalonné au moins une fois par an.</p>
Constats : Pas de commentaire.
<p>Observations : NC3 du 10/06/2020 : Non-conformité non levée suite à la vérification du portail de détection de la radioactivité (DSP HS sur voie 1) par la société BERTIN-SAPHYMO. Impossibilité de contrôler la non-radioactivité de la totalité d'un chargement de déchets à l'entrée du site.</p> <p>Courrier de l'exploitant du 23 juillet 2020 : Nous avons passé commande auprès de la société BERTIN. Vous trouverez ci-joint le bon de commande. L'intervention est annoncée pour semaine 38 par BERTIN.</p> <p>Courrier de l'inspection du 5 octobre 2020 : L'inspection des installations classées prend note des réponses de l'exploitant. Ce point sera vérifié lors d'un prochain contrôle du site. En l'état, la non-conformité NC3 est maintenue.</p> <p>Courrier de l'exploitant du 27 octobre 2020 : L'intervention de l'entreprise BERTIN a eu lieu le 3 septembre 2020. Après recherche de la panne, il s'avère qu'un câble de transmission est détérioré. Il sera remplacé en semaine 45. Vous trouverez en PJ, le bon de commande correspondant à cette intervention.</p> <p>Observations du 06/03/2023 : L'attestation de vérification Saphymo du 09/06/2022 a été fournie. L'appareil est déclaré conforme.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Procédure d'admission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > III.
Thème(s) : Risques chroniques, Procédure d'admission
Point de contrôle déjà contrôlé : NC5 du 10/06/2020
Prescription contrôlée : a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant : [...] <ul style="list-style-type: none"> - vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point II ci-dessus, en cours de validité ; [...]
Constats : Pas de commentaire.
Observations : NC5 du 10/06/2020 : Il n'est pas possible de vérifier l'existence d'une information préalable à l'admission, la barrière en sortie du pont-bascule étant ouverte. Courrier de l'exploitant du 23 juillet 2020 : La barrière de sortie du pont bascule présentait une anomalie au niveau de la carte de commande automatique. Nous avons demandé un devis à notre fournisseur (voir en annexe) et nous allons passer commande. Courrier de l'inspection du 5 octobre 2020 : L'inspection des installations classées prend note des réponses de l'exploitant. Ce point sera vérifié lors d'un prochain contrôle du site. En l'état, la non-conformité NC5 est maintenue. Courrier de l'exploitant du 27 octobre 2020 : Après recherche de la panne, il s'avère qu'un câble de transmission est détérioré. Il sera remplacé en semaine 45. Vous trouverez en PJ, le bon de commande correspondant à cette intervention. Observations de l'inspection du 06/03/2023 : Lors de la visite, il a été constaté que la barrière d'entrée était fermée. L'exploitant a expliqué qu'à l'arrivée d'un véhicule, sa plaque d'immatriculation est visualisée à partir des caméras. A partir de cette immatriculation, le poste d'accueil vérifie que le véhicule est bien connu avant de lui autoriser l'accès. La fiche méthode FM01 de réception des déchets entrants a été consultée. Elle précise que l'agent de pesée contrôle l'admission d'après l'information préalable et ensuite autorise la pesée après échange via l'interphone avec le transporteur. L'inspection rappelle que cette procédure est à mettre œuvre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Collecte des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, (collecte des effluents)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les effluents susceptibles d'être pollués, c'est-à-dire les eaux résiduaires et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement ou sur les produits et/ou déchets entreposés, sont traités avant rejet dans l'environnement par un dispositif de traitement adéquat.
Constats : Pas de commentaire.
Observations : Les eaux pluviales de ruissellement de la plateforme sont collectées à l'entrée du site par un caniveau et sont envoyées pour traitement vers un débourbeur-déshuileur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Entretien et surveillance du réseau de collecte des eaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/10/2011, article 4.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et surveillance du réseau de collecte des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.
Constats : [C5] La grille du caniveau de collecte des eaux pluviales n'est pas en bon état.
Observations : Lors de la visite, il a été constaté que la grille du caniveau de collecte des eaux pluviales n'est pas en bon état. S'agissant de l'entretien des caniveaux, l'exploitant a expliqué que ces derniers avaient été récemment curés et que les boues avaient été évacuées à la SOA (présence suspectée d'hydrocarbures). La fréquence de nettoyage a été demandée. L'exploitant a répondu que c'était fait environ tous les 3 ans.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Collecte des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2011, article 4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des effluents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement. Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.
Constats : [C6] Les rejets de la plateforme ferrailles (eaux pluviales potentielles souillées) sont mélangés avec les eaux pluviales de la partie ouest du centre de tri dans le bassin ouest du centre de tri après passage dans un déshuileur débourbeur. Cela s'apparente à une dilution des effluents.
Observations : Les rejets de la plateforme ferrailles (eaux pluviales potentielles souillées) sont mélangés avec les eaux pluviales de la partie ouest du centre de tri dans le bassin ouest du centre de tri après passage dans un déshuileur débourbeur. Cela s'apparente à de la dilution des effluents avant rejet dans le réseau d'eaux usées de la collectivité.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Rejet des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, (rejet des effluents)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le dispositif de traitement des effluents susceptibles d'être pollués est entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Pas de commentaire.
Observations : Le BSD du 01/09/2022 vers SOA pour 2,4 tonnes a été fourni.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Localisation des points de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2011, article 4.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Localisation des points de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet qui présente(nt) les caractéristiques suivantes : Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté : N°1 Nature des effluents : Eaux de ruissellement des aires extérieures susceptibles d'être polluées Exutoire du rejet : Réseau communal eaux pluviales de la zone d'activités des Pierrelès Traitement avant rejet : Débourbeur — déshuileur Milieu naturel récepteur : Ruisseau le Rollin Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté : N°2 - Eaux usées Nature des effluents : Eaux usées domestiques Exutoire du rejet : Réseau communal d'assainissement Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective : Station d'épuration communale de LA CHAPELLE SAINT MESMIN
Constats : Pas de commentaire.
Observations : Par courrier du 26/06/2017 l'exploitant a demandé le changement du point de rejet qui se fait actuellement dans le réseau d'eaux usées de la collectivité à la demande de cette dernière. La convention de rejet du 27/02/2018 a été visualisée. Les eaux de ruissellement collectées sur la plateforme étanche où sont stockés les déchets métalliques sont mentionnées comme eaux industrielles dans la convention de rejet.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Autosurveillance des eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2011, article 9.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des eaux résiduaires
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre : Eaux pluviales issues du rejet vers le milieu récepteur : N°1 (CF. repérage du rejet sous l'article 4.3.5) Paramètres : pH, DBO5, DCO, MES, Hydrocarbures, Plomb, Cuivre, Nickel, Manganèse, Zinc, Fer, Aluminium et composés Type de suivi : Ponctuel sur 24h Périodicité de la mesure : annuelle[...]
Constats : Pas de commentaire.
Observations : Vus les résultats d'analyse des prélèvements (point de rejet 2 côté bassin, bassin ouest du TT qui va en STEP) des 21/04/2020, 30/06/2020 (juste la couleur), 17/08/2021, 05/10/2022. Il s'agit bien de mesures annuelles avec tous les paramètres demandés dans l'AP de 2011.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Raccordement à une station d'épuration

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 18
Thème(s) : Risques chroniques, (raccordement à une station d'épuration)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est autorisé que si l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent industriel ainsi que les boues résultant de ce traitement dans de bonnes conditions. Une autorisation de déversement ainsi que, le cas échéant, une convention de déversement, sont établies avec la ou les autorités compétentes en charge du réseau d'assainissement et du réseau de collecte. Les valeurs limites de concentration imposées à l'effluent à la sortie de l'installation avant raccordement à une station d'épuration urbaine ne dépassent pas : - MEST : 600 mg/l ; - DCO : 2 000 mg/l. Pour une installation raccordée à une station d'épuration urbaine et pour les polluants autres que ceux réglementés ci-dessus, les valeurs limites sont les mêmes que pour un rejet dans le milieu naturel.
Constats : Pas de commentaire.
Observations : Vus les résultats d'analyse des prélèvements (point de rejet 2 côté bassin, bassin ouest du centre de tri qui va en STEP) des 21/04/2020, 30/06/2020 (juste la couleur), 17/08/2021, 05/10/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : VLE pour rejet dans le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17
Thème(s) : Risques chroniques, (VLE pour rejet dans le milieu naturel)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée :

<p>2 - Substances spécifiques du secteur d'activité (uniquement dans le cas où l'information préalable mentionne le risque de leur présence) / N° CAS / Code SANDRE :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Arsenic et ses composés (en As) / 7440-38-2 / 1369 : 25 µg/l si le rejet dépasse 0,5g/j - Cadmium et ses composés / 7440-43-9 / 1388 : 25 µg/l - Chrome et ses composés (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome) / 7440-47-3 / 1389 : 0,1 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j (dont Cr6+ : 50µg/l) - Cuivre et ses composés (en Cu) / 7440-50-8 / 1392 : 0,150mg/l si le rejet dépasse 5 g/j - Mercure et ses composés (en Hg) / 7439-97-6 / 1387 : 25 µg/l - Nickel et ses composés / 440-02-0 / 1386 : 0,2 mg/l si le rejet dépasse 5g/j - Plomb et ses composés (en Pb) / 7439-92-1 / 1382 : 0,1 mg/l si le rejet dépasse 5g/j - Zinc et ses composés (en Zn) / 7440-66-6 / 1383 : 0,8mg/l si le rejet dépasse 20 g/j - Fluor et composés (en F) (dont fluorures): 15 mg/l - Indice phénols / 108-95-2 / 1440 : 0,3 mg/l - Cyanures libres / 57-12-5 / 1084 : 0,1 mg/l - Hydrocarbures totaux / - / 7009 : 10 mg/l - Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) / - / 1117 : 25 µg/l (somme des 5 composés visés) Benzo(a)pyrène / 50-32-8 / 1115, Somme Benzo(b)fluoranthène + Benzo(k)fluoranthène / 205-99-2 / 207-08-9- Somme Benzo(g, h,i)perylène + Indeno(1,2,3-cd)pyrène 191-24-2 / 193-39-5 -- - Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX) / - / 1106 : 1 mg/l
<p>Constats : [C7] L'exploitant ne procède pas à l'analyse des polluants suivants dans les rejets aqueux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Arsenic et ses composés (en As), - Cadmium et ses composés, - Chrome et ses composés (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome), - Mercure et ses composés (en Hg), - Nickel et ses composés, - Fluor et composés (en F) (dont fluorures), - Indice phénols, - Cyanures libres, - Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) (somme des 5 composés visés: Benzo(a)pyrène, Somme Benzo(b)fluoranthène + Benzo(k)fluoranthène, Somme Benzo(g, h,i)perylène + Indeno(1,2,3-cd)pyrène), - Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX).
<p>Observations : L'exploitant procède à l'analyse des paramètres mentionnés à l'article 9.2.1. de l'AP du 26/10/2011.</p> <p>L'exploitant ne procède pas à l'analyse des polluants suivants dans les rejets aqueux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Arsenic et ses composés (en As), - Cadmium et ses composés, - Chrome et ses composés (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome), - Mercure et ses composés (en Hg), - Nickel et ses composés, - Fluor et composés (en F) (dont fluorures), - Indice phénols, - Cyanures libres, - Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) (somme des 5 composés visés: Benzo(a)pyrène, Somme Benzo(b)fluoranthène + Benzo(k)fluoranthène, Somme Benzo(g, h,i)perylène + Indeno(1,2,3-cd)pyrène), - Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX).
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 20 : Valeurs limites de bruit

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 26/10/2011, chapitre 6.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Article 6.2.1 : horaires de fonctionnement de l'installation L'installation fonctionne de 7h à 12h et de 13h30 à 18h du lundi au samedi.</p> <p>Article 6.2.2 : valeurs d'urgence Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation) / Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés / Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A) / 6 dB(A) / 4 dB(A) Supérieur à 45 dB (A) / dB(A) / 3 dB(A)</p> <p>Article 6.2.3 : niveaux limites de bruit Les niveaux limites de bruit en limite de propriété de l'installation ne doivent pas dépasser les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée : Périodes / Période de jour allant de 7h à 22h (sauf dimanches et jours fériés) / Période intermédiaire allant de 6h à 7h et de 20h à 22h / Période de nuit allant de 22h à 6h Niveau sonore limite admissible : 65 dB(A) / 60 dB(A) / 55 dB(A)</p>
Constats : [C8] Le niveau limite de bruit en limite ouest en période de jour dépasse le niveau admissible en mai 2022.
<p>Observations : Le rapport de mesures bruit SOCOTEC du 05/05/2022 a été fourni. Une non-conformité est constatée en limite ouest du site en période diurne (69,5 dB(A) au lieu de 65 selon l'AP du 26/10/2011).</p> <p>L'exploitant interprète ce dépassement en lien avec la réverbération acoustique des ondes sur les voiles béton présents sur site pour délimiter les alvéoles d'entreposage. L'émergence est conforme, pas de plaintes des riverains. Pour mémoire, site ouvert de 8h à 16h. Il appartient à l'exploitant de demander une modification de son arrêté s'il justifie qu'il respecte les émergences.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 21 : Isolement du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2011, article 4.2.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Isolement du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>
Constats : [C9] Vanne d'isolement du site non-signalée et non-actionnable.
<p>Observations : Une vanne est présente en sortie du bassin ouest présent sur le centre de tri. Elle est tout le temps ouverte et doit être fermée en cas d'incident. Elle n'est pas signalée sur le site. Lors de la visite l'exploitant n'a pas été en mesure de fermer la vanne d'isolement du site.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2011, article 7.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant doit être équipé de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une réserve d'eau communale de 900 m³ ; - de plusieurs poteaux incendie publics et privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque et délivrant un débit minimal de 60 m³/h. sous 1 bar ; - des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement ; - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; <p>La ressource en eau incendie étant extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente, Un justificatif de cette disponibilité permanente est transmis à l'inspection des installations classées.</p>
Constats : Pas de commentaire.
<p>Observations : Deux extincteurs sur roues ont été visualisés à l'entrée du site le jour de la visite. Dans un rayon de 200 m autour du site, 5 autres poteaux incendie équipent la zone industrielle dont les pressions et débits sont contrôlés tous les ans par la mairie. Ils sont tous en capacité de fournir un débit de 60 m³/h pendant 2h. Par ailleurs, des poteaux incendie privés sont aussi implantés au sein des entreprises privées de la zone d'activité, notamment sur la plateforme Bois également exploitée par SOCCOIM qui dispose de 3 poteaux délivrant entre 87 et 94 m³/h sous une pression de 1 bar. Le rapport d'intervention CHUBB du 23/09/2022 a été visualisé. Il précise que les 2 poteaux incendie privés présents sur le site du centre de tri sont fonctionnels (76 m³/h et 102 m³/h). Par courriel du 03/03/2022, la commune de Chaingy a précisé les caractéristiques des ouvrages publics : "Capacité de la réserve d'eau située dans la zone d'activités : 900 m³ Les poteaux d'incendie situés à proximité de votre site sont les suivants : PI n°39 avec un débit de 120 m³/h sous 1 bar Pi n° 41 avec un débit de 120 m³/h sous 1 bar PI n° 42 avec un débit de 96 m³/h sous 1 bar PI n°47 avec un débit de 120 m³/h sous 1 bar."</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 23 : Plateformes étanches : rétention des sols

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Point 2.7 de l'annexe 1
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des sols
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le sol des aires et des bâtiments où sont entreposés ou manipulés des métaux, alliages de métaux, des déchets ou des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, A1 (incombustible) et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.
Constats : [C10] Le sol des aires où sont entreposés ou manipulés des métaux, alliages de métaux n'est étanche partout.
Observations : La plateforme d'entreposage est abimée, elle présente des fissures importantes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois